

L'Europe entre désintégration et révolte

Walter Baier

Économiste, Vienne ; coordinateur du réseau européen Transform

Les 7 et 8 juin, l'Alter Sommet des peuples européens aura lieu au vélodrome d'Athènes. Une alliance de plus de 150 organisations – syndicats, mouvements sociaux, ONG et acteurs politiques – venues de toute l'Europe présentera publiquement un manifeste de lutte pour une Europe démocratique et sociale.

Ce nouveau type d'alliance traduit une unité politique pour se défendre face aux attaques – uniques dans l'histoire de l'Europe, au moins depuis la Seconde Guerre mondiale – contre l'État social, les services publics et le niveau de vie mais aussi contre la démocratie. Le mouvement de l'Alter Sommet espère, d'autre part, ouvrir toute grande la porte à la lutte politique pour une politique alternative en Europe.

Dans ce but, il faut faire le bilan de ce qui s'est passé jusqu'à aujourd'hui.

En cette septième année de crise capitaliste, tel est le tableau : en Europe méridionale et orientale les programmes d'austérité imposés par la troïka ont déclenché des catastrophes humaines, mais l'objectif pour lequel elles ont été mises en œuvre, la réduction de la dette souveraine, n'a manifestement pas été atteint¹.

Le fiasco a atteint une telle importance que le directeur général de la Croix-Rouge internationale a annoncé la réorientation du programme de son organisation en ces termes : « Jamais depuis la Seconde Guerre mondiale les Européens n'ont été si nombreux à dépendre de l'aide humanitaire [...] Les tensions sociales s'accroissent toujours quand le pain est trop cher. Un nombre

croissant de jeunes ayant un diplôme universitaire ne parviennent pas à trouver un emploi. On leur dit qu'il faudra des années avant que la situation ne s'améliore. Il n'est donc pas étonnant que le dégoût de la politique ait augmenté. Il y a là un concentré de colère, de frustration et de désespoir – un mélange explosif »².

Avec la réforme du Pacte de stabilité et de croissance adopté au Parlement européen malgré l'opposition de la gauche, ainsi qu'avec le pacte budgétaire ratifié par les 25 États membres qui ont décidé collectivement d'imposer une politique d'austérité draconienne par des moyens autoritaires, la situation s'est nettement détériorée. En outre, les 17 pays de la zone euro et l'UE sont entrés en récession en 2013. L'annonce par le FMI d'une amélioration au cours de l'année prochaine, qu'il joint aux prévisions négatives qu'il a publiées cette année, n'est guère crédible. À l'inverse, des économistes sérieux annoncent, de façon de plus en plus pressante, que l'UE pourrait s'enfoncer dans une dépression de 10 à 15 ans. On peut seulement imaginer ce qui resterait alors de l'État social, de la démocratie et de l'intégration européenne.

Le capitalisme européen est face à de nouveaux défis historiques. La crise interne se déroule dans le contexte d'un changement du rapport de force économique mondial, ce que montre un article du *Financial Times*, mi-mars : alors que le bassin mondial des obligations d'État bénéficiant d'un triple A de la part des trois agences de notation les plus importantes diminuait de plus de 60 %, une mise à niveau des titres a eu lieu dans une grande partie du reste du monde. Sur l'échelle des revalorisations de la notation de crédit depuis janvier 2007, on trouve en tête de liste l'Uruguay, la Bolivie et le Brésil. Les dégradations les plus importantes se situent dans l'Europe du Sud en crise, la baisse la plus importante se trouvant en Grèce³.

Un tableau semblable émerge des prévisions de croissance publiées dans *World Economic Outlook* du FMI, au cours du printemps.

Prévisions de croissance du FMI pour 2013⁴

Chine	8,0 %
Économie mondiale	3,3 %
États-Unis	1,9 %
Zone euro	-0,3 %
Autriche	0,8 %
Allemagne	0,6 %
France	-0,1 %
Italie	-1,5 %

Le schéma d'un développement global à trois vitesses :

■ dynamique soutenue des « marchés émergents » et des économies en développement ;

- croissance modérée aux États-Unis ;
- récession, bien qu'inégale, en Europe

non seulement inquiète les Européens mais, comme l'affirme Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, menace l'ensemble de l'économie mondiale qui ne peut pas être plus forte que son maillon le plus faible ⁵.

Le chemin parcouru depuis la stratégie de Lisbonne annoncée, il y a 13 ans, lors d'un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement, qui devait faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, jusqu'au réel malaise actuel se révèle étonnamment rapide.

On peut en voir les conséquences sociales, dans la mesure où elles peuvent se traduire sur le plan statistique, dans la revue trimestrielle ⁶ du commissaire de l'UE à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Insertion, László Andor, qui montre qu'il y avait en janvier 1926 millions de personnes sans emploi (10,8 %) dans l'ensemble de l'UE ; le chômage des jeunes en janvier atteignait un niveau record de 23,6 %.

C'est une preuve accablante pour la « gestion de crise » des pays et de l'UE. Depuis le printemps 2011, 3,7 millions de travailleurs ont perdu leur emploi, et l'évolution dans la zone euro est pire que celle de la moyenne de l'UE.

Mais les données éclairent encore une autre évolution, politiquement très explosive pour le projet d'intégration européenne, car elles montrent un taux de chômage de 10 % supérieur à la moyenne en Europe méridionale et orientale par rapport au Nord et au Centre.

Compte tenu de ces différences objectives de développement social, il n'est pas surprenant que, ces dernières années, des interprétations nationalistes de la crise se soient développées ; ce qui a conduit à l'émergence et au développement de l'extrémisme de droite, et dans certains cas, des partis néonazis.

En ce qui concerne l'ouverture d'une issue démocratique et sociale à la crise, des réactions de classe à la crise – grèves, manifestations et nouveaux mouvements sociaux – se sont développées principalement, mais pas seulement, au sud de l'Europe. Cela mérite notre attention.

Sans exagération, nous pouvons affirmer que la décennie actuelle est celle qui offre la plus forte mobilisation des syndicats et des mouvements sociaux contre les politiques de la classe dominante, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et de nombreux signes laissent présager que la vague de protestation va encore croître.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a abouti au même constat dans un rapport sur la situation en Europe publié début avril. « Dans le sillage de la crise économique et monétaire, le risque de troubles sociaux dans l'UE a augmenté de façon significative au cours des dernières années ; en termes d'indicateurs mis au point par l'Organisation, cette augmentation est de 12 % par rapport au niveau d'avant la crise financière. » ⁷

Début avril, le *London Independent* a annoncé que les deux plus grands syndicats britanniques, Unite et Unison, se sont prononcés en faveur de discussions préparatoires à une grève générale contre les politiques d'austérité⁸. Compte tenu de la réduction du droit de grève sous l'ère Thatcher, le débat a pris de l'importance, et l'*Independent* n'a pas manqué de noter qu'avec l'appel à la grève générale les syndicats utiliseraient la plus massive des actions dont ils disposent, pour la première fois depuis 1926.

Les débats des syndicats britanniques s'inscrivent dans le cadre d'une mobilisation dans toute l'Europe contre les politiques d'austérité. Rappelons les actions les plus marquantes de ce mouvement de résistance à l'échelle européenne au cours du premier trimestre de cette année⁹ :

- en Slovaquie, à la fin de l'année dernière, début d'un mois de protestations soutenues ;
- à Athènes, grève des travailleurs des transports publics ;
- en Bulgarie, manifestations massives en février contre la paupérisation et pour une nouvelle constitution ;
- le 14 mars, action de la Confédération européenne des syndicats à l'occasion du sommet de l'UE ;
- au Portugal, début mars, un million de manifestants contre le Mémorandum avec le slogan « Un tour de vis à la troïka » ;
- en Espagne, le 10 mars, mobilisation des deux grands syndicats espagnols en alliance avec 160 organisations avec des marches massives dans les villes principales du pays ;
- à Chypre, protestations massives contre le hold-up sur les petits épargnants ;
- à Paris, le 5 mai, 100 000 manifestants contre l'austérité et la corruption ;
- au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Allemagne, le 1^{er} juin, mobilisation du « mouvement des places » ;
- Au Royaume-Uni, le 22 juin, manifestation des syndicats britanniques contre la politique d'austérité du gouvernement conservateur.

La façon avec laquelle les ministres des Finances de la zone euro, suivant la ligne intransigeante de la politique de financement de l'Allemagne, de l'Autriche, des Pays-Bas et de la Finlande, ont refusé à la population chypriote toute solution acceptable à la crise bancaire de leur pays montre que la confrontation est entrée dans une nouvelle phase plus dure.

L'économiste grec Yanis Varoufakis affirme : « Jusqu'à présent, les partisans de l'austérité et de l'approche allemande de la crise de la zone euro dans les pays en déficit budgétaire [dont la France] prétendent que nous devons marcher au côté de Berlin et Francfort [dans notre empressement à "faire nos devoirs chez nous"] pour inspirer suffisamment confiance à ceux qui contrôlent les cordons de la bourse avant qu'ils puissent accepter les euro-obligations inévitables, la logique d'une union bancaire et les dispositions qui permettraient une plus grande union politique et économique. »

Malheureusement, l'affaire Chypriote montre combien ce point de vue est erroné : même si les peuples de la périphérie (en Irlande, au Portugal ainsi qu'en Grèce et en Italie) se sont inclinés, bien que de mauvais gré, face à l'austérité draconienne et à la suppression des lois de protection du travail, les pouvoirs en place à Berlin et Francfort se détournent des mouvements susceptibles d'unifier, en adoptant des politiques de division de plus en plus autoritaires qui poussent la zone euro exactement dans la direction opposée à celle qui est dictée par la viabilité politique et économique ¹⁰.

Les dangers politiques qui en résultent pour l'intégration européenne et la stabilité des pays sont évidents. L'inquiétude croissante pour l'avenir, qui s'est également emparée d'une partie de la classe dirigeante et des élites politiques, se retrouve aussi dans le débat de la science politique.

Dans un article publié récemment, la Fondation Friedrich Ebert (du SPD allemand) a développé quatre scénarios possibles concernant la forme que pourrait revêtir la zone euro en 2020 ¹¹. Il commence par reconnaître qu'on ne peut plus poursuivre la procédure actuelle (scénario A « la débrouille ») qui traite les crises financières comme des cas individuels uniques en utilisant toujours le même mélange de politiques de prêts d'urgence et d'austérité, car cela exclut, de fait, toute reprise économique. Il est à noter que les auteurs considèrent comme improbable le scénario qu'ils privilégient, celui qui consisterait à parachever l'union économique et monétaire par une union financière et politique placée sous le signe de la démocratie et du social (scénario D).

Le danger, expliquent-ils, est celui d'un éclatement incontrôlé de la zone euro (scénario B) avec des conséquences négatives et dangereuses. Face à ce dilemme, les auteurs de l'étude aboutissent à une conclusion étonnante pour une fondation politique ¹² dont le parti auquel elle est associée a jusqu'à maintenant été inconditionnellement attaché à l'intégration et à l'union politique européennes : « L'improbabilité d'un parachèvement de l'union monétaire en une union budgétaire dans un proche avenir a conduit à une situation dans laquelle le scénario d'un noyau dur européen, même s'il n'est pas vraiment souhaitable, est largement perçu comme la probable deuxième meilleure issue à la crise actuelle ». Pour atténuer l'arrière-goût désagréable de la voie nationaliste séparée de cette « deuxième meilleure option », ils ajoutent : « Une différence importante a été discutée entre, d'une part, un noyau dur européen compris comme schéma à double niveau avec un centre fermé et une périphérie loin derrière, et, d'autre part, une forme modifiée d'Europe à deux vitesses, dans laquelle une avant-garde d'États avance vers une union fiscale et politique, tout en laissant la porte ouverte pour permettre à d'autres de les rejoindre. » ¹³ Mais on ne peut pas aisément faire disparaître par des artifices sémantiques la substance d'un retrait des pays ayant un « Triple A » par rapport à leurs obligations européennes découlant de l'union monétaire imposée comme l'une de leurs conditions.

Compte tenu de la catastrophe, qu'attestent également les scénarios étudiés par la Fondation Friedrich Ebert, il est étonnant qu'il ne soit pas même envisagé un soupçon de correction de l'orientation néolibérale de la politique économique et sociale de l'Union européenne. Il n'est pas même tenu compte des revendications plutôt pragmatiques présentées par la Confédération des syndicats allemands (DGB) pour de bons emplois d'avenir et de qualité, pour une réglementation des marchés financiers, pour le financement d'un programme d'investissement européen par un « emprunt spécial New-Deal »¹⁴ ; pourtant, en permettant de surmonter les conséquences sociales de la crise, elles sont la condition essentielle pour la poursuite de l'intégration européenne.

Il se pourrait que la crise actuelle de l'intégration européenne soit le signe avant-coureur de convulsions permanentes et profondes. La tentative pour transformer l'Union européenne en un régime d'austérité autoritaire est très probablement vouée à l'échec. Toutefois, il y a un risque de sortie réactionnaire de la crise par une « Nuit de Walpurgis sur le Brocken nationaliste », comme l'a constaté Rosa Luxemburg en 1918¹⁵.

Dans cette situation politique précaire, si la gauche veut faire face à ses responsabilités de force européenne, elle doit compléter ses alternatives sociales, économiques et écologiques avec un programme pour la démocratie en Europe.

Cela repose sur cinq critères que je juge essentiels :

- On ne peut pas comprendre l'Europe comme un État unifié, parce que l'Europe n'est pas une nation. Mais nous pouvons penser l'Europe comme un « Commonwealth de nations européennes » basé sur l'idée de démocratie et de subsidiarité. Cela signifierait une répartition des compétences entre l'Union et les pays qui conférerait à l'Union des compétences seulement en cas de défaillance des pays. En ce qui concerne la reconstruction sociale et écologique, il faudrait inclure d'importantes responsabilités en matière de normes sociales et écologiques, de surveillance des banques, de politique de redistribution ainsi que de services publics européens et de paiements de transfert européens. Pour cela, l'Union européenne doit disposer d'un budget sensiblement plus important et de nouveaux instruments de financement.
- Sa légitimité politique doit reposer sur un petit nombre de principes fondamentaux qui définissent les normes de l'espace juridique commun et régulent la répartition des compétences entre les différents niveaux et institutions. Elle doit s'appuyer sur une citoyenneté européenne sur la base de l'égalité des droits de tous les habitants de l'Union, sur la proportionnelle pour l'élection au Parlement européen et sur de vrais partis européens.
- L'Union européenne a besoin d'une Charte des droits des nations et des groupes ethniques avec le droit à l'autodétermination et à l'autonomie. On doit pouvoir décider librement et démocratiquement si on veut appartenir à

un pays ou à l'Union. Tout individu a le droit d'adhérer ou non à une communauté nationale de son choix et d'exercer ses droits culturels, nationaux et religieux dans le cadre juridique général.

- Aucune institution européenne, ni la Banque centrale européenne, ni la Cour européenne de justice, ne peut agir comme instance quasi législative. Le Pacte de stabilité et de croissance doit être abrogé. Le Parlement européen assume l'entière responsabilité de la politique monétaire européenne. Il exerce le contrôle de la Banque centrale européenne.
- Les droits des parlements en lien avec les exécutifs doivent être renforcés à tous les niveaux. Le Parlement européen dispose, dans le cadre de ce qui résulte de la subsidiarité, du plein droit de se prononcer sur le budget européen, d'adopter des lois et d'élire la Commission européenne. Il faudrait instituer une deuxième Chambre du Parlement européen pour garantir les droits des pays et des nations.

La question est de savoir comment faire émerger cette nouvelle Europe face à la révocation du compromis de l'État social par les élites. La gauche serait bien mal avisée de se retirer de cette bataille importante précisément maintenant. Cependant, il serait tout aussi irréaliste de négliger le fait que la mise en place du régime d'austérité autoritaire, que nous connaissons actuellement, détruit les bases d'une réforme tranquille et progressive des traités européens. À l'inverse, ce qui semble nécessaire, c'est une rupture avec leur logique dominante, pour permettre une refondation de l'Union européenne. Il est clair qu'on ne peut ouvrir la porte qu'en venant à bout de la politique actuelle ; ou selon les mots, presque classiques, du communiste italien Altiero Spinelli dans le célèbre *Manifeste de Ventotene* de 1944 qui résume sa vision d'une Europe nouvelle : « Pour répondre à nos besoins, la révolution européenne doit être socialiste, ce qui signifie que son objectif doit être l'émancipation des travailleurs et des conditions de vie plus humaines »¹⁶. ■

Notes

- 1) Le ratio de la dette souveraine par rapport au PIB a augmenté en Grèce, de 2009 à 2013, passant de 129 % à 176 %, au Portugal de 83 % à 128 % et en Espagne de 54 % à 124 %. Dans l'ensemble de la zone euro, le niveau de la dette est maintenant de 90,6 % du PIB, après avoir été à 87,3 % en 2011. Dans l'UE, la dette accumulée correspond à 85,3 % du PIB de l'UE alors qu'elle n'était que de 82,5 % en 2011.
- 2) *Die Presse* : http://diepresse.com/home/leben/1385374/Yves-Daccord_Sicherheit-ist-fuer-mich-der-groesste-Luxus?from=suche.intern.portal
- 3) <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/9fcd5f10-9635-11e2-9ab2-00144feabdc0.html#axzz2OkdE3K2j>
- 4) Chris Giles : « Lee FMI réduit les perspectives économiques mondiales 2013 », *Financial Times*, 16 avril 2013 : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/03c36652-a66e-11e2-885b-00144feabdc0.html#axzz2RCpqjMOe>
- 5) *Ibid.*

- 6) Commission européenne : « L'UE, l'emploi et la situation sociale », *Revue trimestrielle* de mars 2013, http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/andor/headlines/news/2013/03/20130326_en.html
- 7) « IX^e Rencontre régionale européenne », <http://www.ilo.org/global/meetings-and-events/regional-meetings/europe-and-central-asia/erm-9/lang--en/index.htm>
- 8) « Les plus grands syndicats de Grande-Bretagne mettent tout leur poids pour soutenir un projet de grève générale. Unite et Unison soutiennent une action de masse pour la première fois depuis 1926 », <http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/britains-biggest-unions-put-weight-behind-plan-for-general-strike-8559027.html>
- 9) Cet article a été achevé mi-avril.
- 10) Yannis Varoufakis : « The Good, the Bad and the Extremely Ugly », http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/andor/headlines/news/2013/03/20130326_en.htm
- 11) Friedrich Ebert Stiftung. International Policy Analysis : « Future Scenarios For the Euro-zone » (Analyse politique internationale : « Futurs scénarios pour la zone euro ») <http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/09723.pdf>
- 12) Avec une équipe de 650 personnes et un budget annuel de 140 millions d'euros, la Fondation Friedrich Ebert est de loin la plus importante fondation liée à un parti politique allemand.
- 13) *Op. cit.*, p. 6.
- 14) DGB Bundesvorstand : « Ein Marschallplan für Europa. Vorschlag des Deutschen Gewerkschaftsbundes für ein Konjunktur-, Investitionsund Aufbauprogramm für Europa », Berlin, 2012 ; http://www.dgb.de/search?search_text=Marshall+Plan&x=0&y=0 et <http://www.indepthnews.info/index.php/global-issues/1385-german-trade-uniontables-euro-marshall-plan>
- 15) Rosa Luxemburg, « Fragment über Krieg, nationale Frage und Revolution », in *Gesammelte Werke* [œuvres complètes], vol. 4, p. 67.
- 16) Altiero Spinelli, Ernesto Rossi : *Ventotene Manifesto*, 1944 (traduit par Emma Urgesi) http://www.altierospinelli.org/manifesto/en/manifesto1944en_en.html